Guy Rocher
sociologue, Université de Montréal

(1957)

“Transformations sociales et transformations syndicales”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Guy Rocher,

"Transformations sociales et transformations syndicales".

Un article publié dans l'ouvrage **Changements économiques et transformations syndicales**. Rapport du 12e congrès des relations industrielles de l'Université Laval, pp. 79-97. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 1957, 182 pp.

M. Guy Rocher (1924 -) professeur de sociologie et chercheur au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée par M. Rocher le 11 novembre 2005 de diffuser cet article et plusieurs autres.]

Courriel : guy.rocher@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 27 juillet 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Guy Rocher (1957)

sociologue, Université de Montréal

“Transformations sociales et transformations syndicales”.

Un article publié dans l'ouvrage **Changements économiques et transformations syndicales**. Rapport du 12e congrès des relations industrielles de l'Université Laval, pp. 79-97. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 1957, 182 pp.

Table des matières

Exposé de M. Guy Rocher

Discussion :

Jacques Archambault, Fédération nationale des services
Jean-Charles Falardeau, sociologue
Gaston Cholette, Service de conciliation et d'arbitrage

Guy Rocher (1957)

"Transformations sociales et transformations syndicales"

Un article publié dans l'ouvrage **Changements économiques et transformations syndicales**. Rapport du 12e congrès des relations industrielles de l'Université Laval, pp. 79-97. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 1957, 182 pp.

[Retour à la table des matières](#)

Les deux communications précédentes ont particulièrement mis en lumière l'interdépendance entre le syndicalisme et les structures économiques. Le syndicalisme ayant d'abord des objectifs économiques, il était nécessaire de le considérer au point de départ en fonction du contexte économique dans lequel il s'est développé et est appelé à évoluer. Ceci étant posé, il est cependant nécessaire de compléter en considérant le syndicalisme d'un point de vue plus exclusivement sociologique : c'est ce que nous sommes maintenant invités à faire.

Disons tout de suite que, au point de vue de la méthode, la sociologie cherche toujours au point de départ à définir le phénomène étudié - quel qu'il soit - en fonction de la structure sociale globale dans laquelle il se situe. C'est à partir d'une telle définition que peut ensuite se poursuivre l'analyse structurale et fonctionnelle du phénomène en question. Considéré à l'intérieur de la structure sociale globale de notre pays, comment donc peut se définir sociologiquement le phénomène du syndicalisme ?

Le syndicalisme ne peut évidemment pas se définir comme d'autres structures sociales, telles que la famille, l'entreprise, l'État, etc. Il nous

apparaît plutôt comme un « mouvement social », c'est-à-dire un groupe porteur de valeurs nouvelles ou renouvelées, qui cherche à effectuer des changements dans l'ordre social existant.¹ Pour être considéré comme mouvement social, le syndicalisme n'a nullement besoin d'être révolutionnaire ou idéologique. Nous pouvons dire que nous ne connaissons pratiquement plus aujourd'hui un tel syndicalisme dans notre pays. Et cependant, il est évident que notre syndicalisme a été et est porteur de valeurs nouvelles ou renouvelées : respect du travailleur, droits de l'employé, répartition plus équitable des revenus, notion élargie de la propriété privée des moyens de production. Il est également évident que le syndicalisme a apporté et cherche encore à effectuer des changements dans l'ordre social existant, que ce soit dans le domaine juridique, dans celui de l'administration de l'entreprise et même - sur un plan plus vaste - sur le développement d'une conscience de classe en Amérique du Nord. On peut ajouter que le syndicalisme possède aussi d'autres traits caractéristiques d'un mouvement social, qui ne sont pas mentionnés dans la définition que j'ai trouvée. Comme tout mouvement social, le syndicalisme est né et s'est développé à la faveur d'un état de « stress » (pour employer une expression à la mode), en l'occurrence état de « stress » économique et social des travailleurs manuels, et aujourd'hui de plus en plus des collets-blancs, dans l'entreprise moderne et la société capitaliste. Enfin, comme tout mouvement social ici encore, le syndicalisme est nécessairement soumis à la direction et à l'influence d'un leadership ; chaque groupe syndical est assez étroitement identifié à quelques chefs, qui tout à la fois servent de symboles à un groupe syndical et en orientent la politique.

Définir ainsi le syndicalisme comme un mouvement social n'est pas un simple exercice de linguistique. Cela nous permet plutôt de mieux situer le phénomène syndical dans la structure sociale globale, et d'en indiquer ce qui le spécifie particulièrement. En effet, défini comme mouvement social, le syndicalisme nous apparaît sous un double aspect. D'une part, le syndicalisme doit rechercher l'efficacité à l'intérieur d'un système socio-économique donné. Il s'en suit qu'il cherche à s'intégrer à ce système tel qu'il le trouve, et à y faire son jeu en suivant les règles établies. Dans notre pays, cette intégration se produit particulièrement sur deux

¹ Rudolph, HUBERLE, *Social Movement* (New York, Appleton - Century - Crafts, Inc., 1951), pp. 6-17.

plans : tout d'abord, au point de vue juridique, le syndicalisme a cherché à la fin du siècle précédent et au début du présent, à légitimer son existence et son droit d'action en termes juridiques et il s'attache généralement à procéder selon les règles établies par le législateur. En second lieu, le syndicalisme cherche à s'intégrer à la structure de l'entreprise, à être reconnu officiellement par l'employeur et à manifester son existence dans différents secteurs de l'organisation de l'entreprise.

Mais en même temps, d'autre part, le syndicalisme comme mouvement social s'oppose, plus ou moins irréductiblement selon les cas, à certains aspects du système social et de l'ordre établi. Son opposition au système peut être plus ou moins globale ; le syndicalisme peut remettre en question l'ensemble de la structure socio-économique existante, ou seulement certains aspects du système, tels que le mode de rémunération, l'organisation de partis politiques ou les règles de l'arbitrage. Considéré sous cet aspect de mouvement social, le syndicalisme ne nous apparaît plus comme intégré au système, mais plutôt mal intégré. Ou plus exactement, il se présente comme étant en contradiction avec l'ensemble ou certains aspects de l'ordre établi. Encore une fois, il n'est pas nécessaire pour cela que le syndicalisme soit révolutionnaire ou idéologique. Il n'est pas non plus nécessaire que ses chefs explicitent une politique de réformes sociales ou économiques. Cette attitude d'opposition, elle se lit tout aussi bien dans des démarches concrètes, des prises de position sur des problèmes immédiats. Il faut cependant ajouter qu'un groupe syndical peut mettre l'accent plutôt sur son intégration ou son opposition au système, et l'on parlera alors d'un syndicalisme plus conservateur ou plus radical. On cherchera même à caractériser dans ces termes le syndicalisme de différents pays, ou différents groupes syndicaux d'un même pays. Une telle distinction entre syndicalisme conservateur et radical ne doit cependant pas être poussée trop loin, car elle demeure grossière. En effet, un syndicalisme conservateur est quand même un élément de contradiction, étant donné les structures sociales et économiques héritées du capitalisme dans lesquelles nous vivons ; d'autre part, un syndicalisme radical ne peut négliger totalement l'efficacité de son action dans un système donné. Il reste tout de même que cette distinction - et l'usage courant qui s'en fait - exprime le mouvement d'oscillation que connaît nécessairement le syndicalisme entre l'intégration et l'opposition au système social pré-établi. Ce mouvement d'oscillation peut s'observer entre différents groupes syndicaux ; il peut également s'observer dans l'évolution d'un groupe syndical

à travers le temps. C'est ainsi qu'une question majeure que l'on peut se poser au sujet de la fusion des centrales syndicales est celle de la part que fera le nouveau mouvement syndical à l'intégration au système établi et à l'opposition à ce système.

Il résulte de ce qui précède que l'analyse de l'interdépendance entre le syndicalisme et les transformations sociales peut s'aborder sous un double point de vue : étude, d'une part, de l'influence des transformations sociales sur l'organisation et l'orientation du syndicalisme ; analyse, d'autre part, de l'influence du mouvement syndical sur les transformations sociales observées. Ce matin, c'est plutôt le premier aspect que nous sommes invités à considérer. Mais il n'est peut-être pas inutile de noter que les deux aspects devraient normalement être étudiés en même temps car ils sont complémentaires. Ainsi, s'il est vrai que le syndicalisme a été influencé par la mobilité géographique et occupationnelle des travailleurs, il ne faut pas oublier que le syndicalisme contribue pour sa part à ralentir la mobilité des travailleurs.² Nous devons donc tout au moins nous souvenir de ce second point de vue tout au long de l'analyse qui va suivre.

*
* *

Il n'est évidemment pas possible en quelques phrases d'établir un parallèle entre l'histoire des transformations sociales et l'évolution du syndicalisme dans notre pays. Disons seulement tout de suite qu'une telle histoire devrait tenir compte de trois niveaux d'analyse, en ce qui concerne les transformations sociales. Tout d'abord, analyse des changements technologiques et des modifications opérées dans la division et l'organisation de travail à l'intérieur même de l'entreprise. Cette analyse du milieu de travail devrait tenir compte tout à la fois des différents secteurs industriels et des différentes régions à l'intérieur du pays. Deuxièmement, histoire des transformations qui se sont opérées dans les structures sociales de l'ensemble d'une société, et qui ont pu marquer l'histoire des unions ouvrières : mouvements démographiques, évolution des classes sociales, développement de concentrations urbaines, transformations de l'État, etc. Enfin, en troisième lieu, évolution des idées, des mentalités, de

² LAWRENCE, J. Thomas, *The Occupational Structure and Education* (Englewood Cliffs, N.Y., Prentice-Hall, Inc., 1956), pp. 370-375, 427-429.

ce que l'on pourrait appeler en général l'opinion publique, touchant le syndicalisme et les problèmes intéressant Faction syndicale. L'analyse devrait tenir compte ici des différents milieux sociaux, et particulièrement des différentes classes sociales. Tel serait, en gros, le programme d'une recherche dans ce domaine, programme dont a peine quelques fragments ont été réalisés jusqu'ici.

Je voudrais pour ma part n'aborder que quelques problèmes, parmi tous ceux que je viens de mentionner. L'analyse du milieu de travail, à l'intérieur de l'entreprise, occupe la sociologie industrielle depuis plusieurs années déjà, particulièrement depuis la fameuse étude dirigée par Elton Mayo à la Western Electric. À venir jusqu'à ces dernières années, ces études portaient surtout sur l'organisation sociale de l'entreprise : différence et opposition entre organisation formelle et informelle, réseaux de communications verticale et horizontale, dynamique des groupes. Aussi étonnant que cela puisse paraître, ces recherches négligeaient totalement ou presque les unions ouvrières dans l'organisation sociale de l'entreprise ; elles ne considéraient à peu près pas non plus le contexte technologique dans lequel se situe l'ensemble des relations sociales dans l'entreprise. On peut cependant noter un changement à ce point de vue dans les dernières études de sociologie industrielle. Ainsi, on vient de publier une analyse du milieu de travail aux usines Renault en France, qui est toute axée sur l'évolution de la technologie dans la construction de l'automobile ³ comme le note l'auteur de cette étude, Alain Touraine, les usines Renault présentent cet intérêt de constituer une sorte de musée où se trouve résumée l'histoire non seulement de la construction de l'automobile, mais de la technologie industrielle en général. Cela est dû au fait que, dans une entreprise aussi vaste et diversifiée que celle de Renault, les méthodes les plus modernes de fabrication côtoient des techniques plus anciennes qui ont subsisté. Un des mérites d'Alain Touraine dans cette étude a été de mettre plus en évidence qu'on ne l'avait encore fait le lien entre l'état de la technologie et le mode d'organisation sociale des travailleurs dans l'entreprise. À chacune des trois phases qu'il considère dans l'évolution de la machine, phases de la machine universelle, de la machine spécialisée et de l'automatisation, Fauteur dégage non seulement des types correspondants de qualification, mais aussi des types de struc-

³ Alain Touraine, *L'Évolution du travail ouvrier aux usines Renault*, Paris, Centre National de la Recherche Scientifique, 1955.

ture sociale de l'entreprise. Il resterait ici, comme Fauteur l'indique lui-même en conclusion, à ajouter à ce schéma les types d'organisation et d'action syndicales correspondants. L'on verrait mieux alors la relation entre le syndicalisme d'une part, et d'autre part l'état de la technologie et de la division du travail. On voit tout de suite, d'ailleurs, qu'il est possible de dégager des grandes lignes d'interdépendance. Ainsi, par exemple, à la phase de la machine universelle correspond un syndicalisme délite, constitué à peu près exclusivement de travailleurs de métier, et organisé sur le modèle de la répartition occupationnelle. La masse des manœuvres, mal organisée à l'intérieur de l'entreprise, ne trouvait pas non plus sa place dans l'organisation syndicale. Avec l'avènement de la machine spécialisée, les cadres de l'ancienne manufacture éclatent, et les hommes de métier se voient remplacés ou déplacés par le flot des travailleurs semi-spécialisés ; ce sont maintenant ces derniers qui constituent le noyau central de l'organisation de l'entreprise. À brève échéance, on assiste aussi à l'éclatement des cadres du syndicalisme. Les anciens manœuvres, devenus en quelques jours ouvriers semi-spécialisés, envahissent le syndicalisme, qui, à mesure que le siècle avance, devient de plus en plus un mouvement de masse, dans lequel c'est maintenant au tour de l'ancienne élite des travailleurs qualifiés à chercher sa place.

Il faut ajouter tout de suite que l'histoire de notre mouvement ouvrier canadien est beaucoup plus complexe que ne le laisserait entendre l'évolution historique que je viens de décrire. Disons qu'il s'agirait d'une tendance, plus que d'une description exhaustive. En effet, les métiers n'ont pas disparu de l'entreprise, qu'il s'agisse de la grande ou de la petite entreprise. Si certains métiers tendent à disparaître ou à régresser, d'autres se sont développés et de nouveaux sont apparus. Par ailleurs, on ne peut pas dire que les ouvriers semi-spécialisés se soient hâtés d'envahir les cadres syndicaux ; une forte proportion demeure encore non-syndiquée. Ce que l'on observe cependant, c'est une diffusion, un essaimage des métiers dans les différents secteurs industriels. Comme l'observent Patrick Allen et F.A. Angers dans leur étude *Évolution de la structure des emplois au Canada*, « les métiers ont cessé de se renfermer exclusivement dans un domaine particulier qui leur est propre, ils se sont en somme entremêlés. Si bien que les métiers qui appartenaient autrefois à la construction, à l'industrie ou aux transports, etc., sont pratiqués chacun et récipro-

quement dans tous les secteurs de l'activité économique ». ⁴ Or, il est frappant de constater que la même tendance s'observe dans les structures syndicales. Dans ce cas, comme dans l'industrie, les ouvriers, des différents métiers et des différentes catégories d'occupation tendent à être « entremêlés » dans une même organisation de type industriel. Il en résulte que les conflits ou tensions caractéristiques de l'entreprise moderne se répercutent dans le syndicalisme : conflits ou tensions entre collets-blancs et travailleurs manuels, entre ouvriers de métiers et ouvriers semi-spécialisés, entre travailleurs de différents départements. Les ouvriers de métiers et les collets-blancs résistent, dans le syndicalisme comme dans l'entreprise, à être assimilés à la masse (les travailleurs semi-spécialisés. La résistance cependant peut avoir dans les deux cas des racines profondes qui ne se touchent pas. En effet, tandis que l'ouvrier de métier est préoccupé de maintenir son statut au sein de l'entreprise, le collet-blanc est surtout préoccupé de conserver son prestige aux yeux de l'ensemble de la société.

Cette dernière remarque montre combien il est important d'étudier le syndicalisme, non seulement en fonction de l'entreprise, mais aussi de l'ensemble de la société, c'est-à-dire de tenir compte des deux autres niveaux d'analyse que j'indiquais tout à l'heure. Le comportement syndical (ou anti-syndical) est particulièrement conditionné par la mentalité, les idées, la culture de l'ensemble de la société présente marquée par l'ascension des occupations tertiaires, tandis que le comportement syndical de l'homme de métier prend plutôt comme terme de référence la culture de la société artisanale.

Dans la même ligne de pensée, il y a un autre type de comportement syndical qui mériterait d'être étudié plus qu'il ne l'a été jusqu'ici, c'est le comportement des jeunes travailleurs. Ces derniers, on le sait, n'entrent que faiblement dans les cadres du syndicalisme ; le recrutement syndical dans notre pays et ailleurs, paraît échouer auprès des travailleurs de moins de 30 ans. Cette indifférence apparente à l'endroit du syndicalisme me paraît exiger une explication qui dépasse les cadres de l'entreprise. Ainsi, toutes les études portant sur la mobilité occupationnelle des tra-

⁴ Patrick ALLEN et François-Albert Angers, *Évolution de la structure des emplois au Canada*, Service de documentation économique, École des Hautes Études Commerciales de Montréal, 1954, page 95.

vailleurs ont montré que les jeunes travailleurs, surtout lorsqu'ils sont célibataires, manifestent le plus fort taux de mobilité, qu'il s'agisse de mobilité d'une entreprise à une autre, d'un secteur industriel à un autre, ou d'une occupation à une autre. Pour une forte proportion de la jeune main-d'œuvre, l'entrée sur le marché du travail se fait donc sous la forme d'un tâtonnement. Et ce n'est d'ailleurs très souvent que de cette façon que le jeune travailleur peut espérer ou croit espérer accéder à un poste de travail qui lui assurera un revenu supérieur, de sécurité et une meilleure formation technique. Un grand nombre de jeunes travailleurs considèrent alors leur occupation présente comme temporaire ou comme un pis aller. On comprend alors que l'indifférence du jeune travailleur à l'endroit du syndicalisme n'est, comme la mobilité occupationnelle, qu'un corollaire de son indifférence à l'endroit de son emploi présent.

J'ajouterais un autre élément d'explication, en ce qui concerne particulièrement la génération de travailleurs de moins de 20 ans qui entre présentement sur le marché du travail. Ces jeunes ont grandi dans une période de prospérité économique exceptionnelle qui les rend peut-être plus imperméables que leurs pères à la propagande syndicale. Dans son *Theory of the Labor Movement*, Selig Perlman développe cette thèse selon laquelle la psychologie économique du travailleur manuel est faite de pessimisme, surtout lorsqu'on la compare à la psychologie optimiste de l'entrepreneur. La mentalité du travailleur manuel serait, selon Perlman, dominée par ce qu'il appelle « scarcity consciousness », i.e. la conscience de chercher à gagner sa vie dans des possibilités économiques limitées. C'est à cette mentalité que Perlman rattache le phénomène syndical qui représenterait un effort du groupe des travailleurs pour s'assurer une sorte de contrôle collectif sur les possibilités économiques en vue de les répartir également entre tous les travailleurs.⁵ À la lumière de cette thèse, on peut affirmer que les jeunes travailleurs ont grandi dans des conditions économiques, et surtout dans une atmosphère générale, qui n'était guère propre à favoriser le développement de cette « scarcity consciousness » ; depuis près de 20 ans, la mentalité économique générale dans notre pays a plutôt été optimiste, et, à l'exception peut-être de quelques chefs syndicaux, on a généralement cherché à entretenir cet optimisme. Par nature

⁵ SELIG PERLMAN, *A Theory of the Labor Movement*, (New York, Augustus M. Kelley, 1949) pp. 237-253.

autant que par inexpérience, le jeune travailleur est sans doute plus perméable à cet optimisme qu'à la propagande syndicale.

Si cette analyse est juste, on peut alors se demander quelle répercussion aura sur la politique syndicale - et particulièrement sur ce mouvement d'oscillation que je décrivais tout à l'heure - rentrée de cette nouvelle génération dans les cadres syndicaux. je ne me pose même pas la question de savoir si ces jeunes travailleurs entreront ou non dans le syndicalisme ; il me paraît évident qu'ils y viendront tôt ou tard. S'ils y entrent déçus par l'expérience des conditions réelles de travail et d'emploi qu'ils auront connues, il est possible qu'ils poussent le syndicalisme vers une attitude d'opposition plus marquée aux systèmes socio-économiques. Le radicalisme de ces travailleurs sera alors d'autant plus accentué que la chute de l'univers du rêve à celui de la réalité aura été plus douloureuse.

Cependant, si, en conclusion, j'ose pour ma part tenter des prédictions sur l'orientation future du syndicalisme en fonction des transformations sociales et économiques actuellement en cours, je dirais que l'on peut craindre ou espérer (selon le point de vue où l'on se place) que le syndicalisme ne s'oriente plutôt dans l'autre sens, celui d'une plus grande intégration au système social. je fonderais cette prévision sur quatre faits en particulier. Tout d'abord, ce n'est qu'une crise économique très violente qui pourrait transformer l'actuel optimisme économique de la jeune génération en un radicalisme violent. Si l'on croit les économistes qui nous assurent qu'une telle crise est improbable, on peut alors dire que le maintien de l'actuel niveau d'emploi et de revenu - même si on le considère insatisfaisant - ne sera pas de nature à opérer un changement complet d'attitude économique chez les jeunes travailleurs actuels. Les déceptions qu'ils connaîtront ne seront ni assez profondes ni assez généralisées, pour soutenir une attitude radicale du syndicalisme en général. Par ailleurs l'optimisme qu'on continuera sans doute à leur enseigner, constituera un arrière-plan psychologique dont ils pourront difficilement se départir.

En deuxième lieu, l'accroissement des collets-blancs dans la main-d'œuvre et dans les cadres syndicaux jouera probablement plus dans le sens de l'intégration que de l'opposition. Dans notre pays, les collets-blancs en général subissent trop fortement l'attraction de la bourgeoisie pour constituer une aile radicale dans le syndicalisme.

En troisième lieu, le rôle prédominant que joue l'État dans les relations ouvrières ne paraît engager le syndicalisme dans la voie de l'opposition, à moins que l'État n'adopte une attitude partielle et favorise ouvertement les intérêts patronaux. Dans une structure gouvernementale confédérative, il est assez improbable que le gouvernement fédéral et les dix gouvernements provinciaux adoptent en général une telle attitude. En même temps, le développement de la législation du travail force le syndicalisme à s'intégrer toujours davantage à l'ensemble du système social et à en accepter les règles du jeu.

Enfin, l'unification qui s'opère à l'intérieur du mouvement syndical ne me paraît pas devoir jouer dans le sens du radicalisme. Un mouvement syndical s'étendant aux dimensions du pays, qui devra adopter une orientation générale transcendant les particularités régionales, les secteurs industriels, les conflits internes du milieu du travail, pourra difficilement manifester l'attitude d'opposition que des groupes syndicaux, régionaux ou spécialisés peuvent plus facilement se permettre. Sans doute, certains groupes à l'intérieur du mouvement unifié, seront-ils toujours plus radicaux que d'autres, mais l'intégration interne nécessaire à l'ensemble du mouvement nécessitera vraisemblablement une orientation générale qui tienne compte tout à la fois des différents groupes syndicaux, des différents types d'entreprise, des autres classes sociales, et des structures gouvernementales.

Est-il nécessaire de souligner en terminant que les prévisions que je viens de faire constituent un essai d'analyse aussi objectif que possible, et non pas un souhait ? De plus, il faut noter que je n'ai tenu aucun compte, dans ces prévisions, de l'influence que pourront avoir différents chefs syndicaux dans un sens ou dans l'autre. Ce n'est pas que je ne reconnaisse aucune importance à ce facteur. Mais je crois que l'on ne tient généralement compte que de ce facteur dans les discussions courantes et l'on néglige l'influence des forces plus profondes et à plus longue portée des transformations sociales. C'est dans ce contexte général que j'ai cherché pour ma part à situer les problèmes du syndicalisme actuel et futur.

DISCUSSIONS

Jacques Archambault

Fédération nationale des services

[Retour à la table des matières](#)

La conférence de M. Guy Rocher m'a extrêmement intéresse. Voici toutefois un commentaire qui, sans ajouter beaucoup à la substance de ses propos, s'attachera davantage à ses conclusions, et particulièrement à celles qui touchent les prévisions qu'il établit à partir de données d'observation. Je constate qu'une grande partie de sa conférence s'attaquait au problème de l'intégration des jeunes dans le syndicalisme. Il a parlé abondamment du comportement de ces jeunes, de leur contribution au syndicalisme. Il a également insisté sur l'influence que les jeunes travailleurs pourraient avoir sur l'évolution des structures syndicales. Il s'est enfin attardé surtout sur la question du radicalisme. En somme, la question pourrait se poser ainsi : les jeunes travailleurs réussiront-ils à influencer sur les structures syndicales de sorte qu'elles soient plus radicales, en tant que reflets de l'esprit de ces jeunes travailleurs surtout ? Cette partie de la communication de M. Rocher m'a particulièrement intéressé, peut-être parce que nous sommes jeunes et que ces problèmes conditionnent l'avenir même du syndicalisme.

M. Rocher a proposé l'hypothèse d'une crise économique éventuelle. Dans cette optique, on ne verrait pas de changement, de glissement vers ce radicalisme violent né de l'apport des jeunes travailleurs au mouvement syndical. Il ne s'agit évidemment que d'une hypothèse, et ce serait donner dans le prophétisme que de décider immédiatement si elle se vérifiera ou non : ce à quoi ni M. Rocher ni moi ne sommes enclins. Il ne fait aucun doute que si la prospérité économique présente va augmentant, le mouvement syndical, selon moi, évoluera graduellement, non pas vers un radicalisme qui mènerait à l'anarchie, mais quand même vers des chan-

gements certains. Car bon gré mal gré, on rencontre actuellement cette poussée-là de plus en plus chez les jeunes du mouvement syndical, peu satisfaits du système économique et politique actuel et qui, crise économique ou non, tendront de plus en plus vers des changements dans les structures actuelles.

Jean-Charles Falardeau

Sociologue, Université Laval

Mon collègue Guy Rocher a énuméré et analysé, dans son pénétrant exposé, quelques-uns des principaux éléments de -la structure globale de la société dont l'influence se fait sentir sur le syndicalisme. je voudrais, pour ma part, poursuivre son analyse en suivant une démarche inverse. je prendrai comme point de départ l'excellente description qu'il propose du syndicalisme lorsqu'il dit que celui-ci est un « mouvement social ». Comme tout mouvement social, le syndicalisme, en évoluant, se transforme. Cette transformation ne s'opère pas au hasard. Elle se fait dans une direction donnée, vers un pôle inévitable. Au fur et à mesure, en effet, qu'il se développe, le syndicalisme tend à acquérir un êtes caractères les plus typiques des institutions parvenues à maturité : la forme bureaucratique. C'est le phénomène dont je voudrais considérer, un moment, quelques aspects.

Le syndicalisme est une structure sociale en devenir. Son évolution peut s'expliquer en termes d'une dialectique qui le fait passer de l'état initial où il est un mouvement social vers une forme extrême, finale, où il se cristallise et acquiert les traits caractéristiques de toutes les entreprises du monde moderne : ceux d'une structure bureaucratique. Cette bureaucratisation graduelle du syndicalisme se fait à la fois sous la poussée de facteurs qui lui sont internes et sous la pression des phénomènes qui se produisent dans l'ensemble de la société.

Si l'on considère les facteurs internes au syndicalisme, il faut noter d'abord le fait élémentaire, massif, du nombre. Au fur et à mesure qu'augmentent les adhérents à un mouvement syndical, celui-ci voit se multiplier ses unités locales et régionales. La croissance des effectifs syndicaux entraîne la mise sur pied et la mise en marche une organisation

de plus en plus complexe. Le mouvement se structure. Il lui faut des « fonctionnaires », une administration de plus en plus diversifiée. On assiste à l'élaboration de fédérations ou de confédérations sur le plan régional et national, d'unions sur le plan international.

Une seconde raison entraîne la bureaucratisation : c'est la nécessité de l'efficacité de l'action syndicale auprès des ouvriers syndiqués, auprès des employeurs, auprès des gouvernements et auprès du public en général. Cette action syndicale, pour être efficace, doit inévitablement employer les méthodes propres aux entreprises économiques et aux administrations gouvernementales. Ce sont des méthodes « rationnelles » qui exigeront, dans les cadres de l'administration syndicale, la présence d'experts de diverses sortes. En tout premier lieu, d'experts en matière juridique qui connaîtront à fond, non seulement les législations sociales et ouvrières du moment, mais aussi les principes sous-jacents à la pensée juridique d'où sont dérivées les lois existantes. On a de plus en plus besoin de ces juristes à vision large, dont a parlé Me Pigeon, qui contribueront à orienter la législation du travail, à créer de nouvelles lois, à améliorer les formes juridiques des relations ouvrières-patronales-gouvernementales. Les syndicats ont aussi besoin d'économistes pour connaître avec précision l'état réel de progrès ou de stagnation des entreprises industrielles, ainsi que le panorama complet des forces économiques qui déterminent la structure et le comportement de tout le secteur industriel d'une région, d'une province, d'un pays. Et je ne parle pas des autres types d'experts-techniciens de la statistique, de l'éducation populaire, de la recherche, etc. - dont ne peut se passer le syndicalisme moderne s'il veut faire face à ses responsabilités.

Le syndicalisme, enfin, est en contact avec l'État, soit de façon positive, soit de façon négative, dans des relations de collaboration ou d'opposition. Cette nécessité de communication en des circonstances particulières ou selon un mode permanent, sous forme de comités consultatifs ou de conseils du travail, entre gouvernement et syndicalisme, exige que celui-ci se constitue des porte-parole qui seront, en quelque sorte, ses ambassadeurs spécialisés. Ils devront être en mesure en toute éventualité, de définir en connaissance de cause les problèmes particuliers de tel ou tel secteur ouvrier, de saisir les dimensions générales des problèmes du travail. Ils devront être des interlocuteurs d'envergure égale à celle des représentants gouvernementaux à l'échelon provincial, à l'échelon fédéral, voire, à l'échelon international.

Ce ne sont là que quelques-uns des nombreux facteurs qui obligent le syndicalisme, pour vivre et survivre, à s'élargir aux dimensions d'une structure sociale complète. Les exemples concrets de ce phénomène dans notre milieu vous sont plus familiers encore qu'à moi. Vous savez aussi quelles conséquences ce phénomène entraîne. Au fur et à mesure que le syndicalisme voit ainsi se former à son sommet une sorte délite bureaucratique composée de divers paliers d'experts, ceux-ci ont malgré eux tendance à constituer un univers clos. La distance entre eux, les porte-parole responsables et les experts, d'une part, et la masse ouvrière, d'autre part, s'accroît. La communication directe entre la tête et le corps devient plus lointaine, indirecte, quelquefois anonyme. Il y a danger d'un décalage entre ce que disent les uns et ce que pensent les autres. On risque de voir les dirigeants et les dirigés devenir étrangers les uns aux autres.

J'en arrive ainsi, involontairement à l'un des aspects de la question qui a été discutée hier, l'éventualité de l'association, sous une forme ou sous une autre, de deux grandes centrales syndicales jusque-là indépendantes. Une telle association ne peut s'opérer que par le sommet, à un palier qui réunira les représentants suprêmes de deux structures bureaucratiques. On assistera à la création d'une super-structure. Ceux qui la constitueront, les chefs mutuellement reconnus de la nouvelle association, seront à une altitude encore plus grande qu'auparavant par rapport aux syndicats locaux. Cette distance en hauteur rendra plus difficiles le contact direct, la communication réelle, entre les uns et les autres.

Je voudrais, à ce point, esquisser les éléments de ce qui me semble un dilemme pour le syndicalisme canadien-français. D'une part, le syndicalisme en général, parce qu'il doit continuer, selon M. Guy Rocher, à s'intégrer aux autres structures de la société globale, ne peut éviter de se bureaucratiser. Sans une forte armature, au niveau provincial et au niveau national, et sans des équipes accrues de techniciens et d'experts, il risque de faillir à ses objectifs. Mais ce faisant (c'est là l'autre élément du dilemme), le syndicalisme risque aussi de perdre de son élan vital, de son dynamisme interne, du « radicalisme » qui fa essentiellement caractérisé depuis Ses débuts. Comme le rappelait hier M. Fernand Dumont le syndicalisme doit être un instrument d'élaboration de structures nouvelles. Il sera un élément dynamique de la vie sociale en s'opposant à certains états de chose. Comment donc concilier ces deux nécessités apparemment an-

tithétiques : la nécessité de l'intégration et la nécessité du radicalisme ? le pôle de la bureaucratisation et le pôle de l'élaboration d'idées neuves, de structures nouvelles ?

Il me semble que l'on résoudrait avec plus de réalisme l'écart entre ces deux tendances opposées si, au lieu de décrire l'un des objectifs du syndicalisme comme une « intégration » à la société globale, on le définissait plutôt comme un effort vers un « équilibre dynamique ». J'avoue que le terme n'est pas aisé à définir ; mais, au fait, il correspond à une réalité qui doit être elle-même sans cesse redéfinie. Le syndicalisme doit participer de toute sa lucidité à l'élaboration de nouvelles règles juridiques, de nouvelles règles politiques, de nouvelles relations entre les diverses couches de la société, de nouvelles modalités d'association et de coopération à l'intérieur des institutions économiques. En même temps, il doit demeurer non seulement accroché à la société, mais de plus en plus intimement lié à ses principaux cadres d'organisation et d'action. Le dosage à opérer dans ces deux modalités de comportement dépend de la clairvoyance des syndicalistes eux-mêmes et de leurs chefs. La réalisation d'un équilibre dynamique de l'action syndicale dépendra, en définitive, d'un équilibre du jugement porté sur les événements.

Gaston Cholette

Service de conciliation et d'arbitrage

Je suis d'accord sur l'essentiel des conclusions ou des prédictions de M. Rocher. Dans cette mesure aussi, le suis un peu en désaccord avec les propos de M. Archambault sur ce point. Je crois que traditionnellement, et encore à l'heure actuelle, le syndicalisme nord-américain est avant tout un mouvement non idéologique et non radical. Même si présentement on remarque des tendances vers certaines réformes de structures, celles-ci constituent selon moi un but purement accidentel.

Jusqu'à présent, le mouvement syndical a cherché à réformer le système capitaliste et l'organisation industrielle. De plus, son effort a plutôt porté sur une organisation de la classe ouvrière telle qu'elle puisse retirer le maximum de profits du système actuel. En somme, le syndicalisme

doit plutôt chercher à étudier les formes de l'organisation industrielle pour se partager le gâteau en quelque sorte avec le capitaliste, et ne pas seulement s'efforcer de réformer les structures ou l'ensemble du système capitaliste lui-même. Je ne pense pas qu'il y ait des tendances profondes à l'heure actuelle qui aient une orientation différente de celle-là. Je ne me prononce pas sur le fait que cela soit une bonne ou une mauvaise chose, mais je crois que c'est la situation réelle. Selon moi, le syndicalisme pourrait jouer un rôle plus dynamique surtout en matière de réformes de structures, dans l'ensemble du pays, étant donné qu'il appuierait une législation grâce à laquelle le système capitaliste pourrait profiter graduellement à l'ensemble de la population. Avec les tendances actuelles vers la centralisation dans le mouvement syndical, je pense que c'est ce qui va arriver, au moins dans les prochaines années. Les secteurs les mieux organisés au point de vue syndical vont tirer un grand profit de cette centralisation. Que l'affiliation de la CTCC au CTC se fasse ou non, je pense qu'en définitive, la tendance naturelle chez des syndicats sera d'organiser des ententes ou des cartels d'après les branches d'activité sur le plan des fédérations. À l'heure actuelle, la fédération de la métallurgie est en relation assez étroite avec les *United Steelworkers* pour tirer de l'industrie de l'aluminium le maximum d'avantages possible. Je crois que la même chose peut se produire ou se produira dans d'autres secteurs, par exemple celui des produits chimiques, enfin là où la concentration du pouvoir syndical se fait pour rencontrer la concentration du pouvoir du côté des capitalistes. Ce qui va arriver, c'est que les deux groupes vont se partager un gâteau de plus en plus intéressant.

À mon avis, les autres catégories auront à payer la note sous forme d'inflation et devront s'essouffler en courant derrière ces catégories, pour tâcher d'en retirer une petite part eux aussi.

Jacques Archambault

Fédération nationale des services

M. Cholette et moi ne sommes pas fondamentalement en désaccord, car j'ai bien indiqué que je me suis attaché aux prévisions que M. Rocher a faites sur l'avenir du syndicalisme, sans porter de jugements de valeur sur les structures syndicales nord-américaines. M. Cholette lui-même

semble dire qu'il faudra intensifier ce mouvement vers la réforme des structures sociales et économiques actuelles.

Guy Rocher

Je me trouve dans la position délicate de n'être pas pleinement d'accord ni avec ceux qui ne sont pas d'accord avec moi, ni avec ceux qui sont d'accord avec moi ! Tout d'abord, je ne suis d'accord avec M. Cholle. Il me semble que la description qu'il donne de l'histoire du syndicalisme n'est pas tout à fait exacte. Je ne crois pas que l'on puisse dire que, dans l'ensemble, le mouvement syndical a surtout cherché à partager le gâteau avec les capitalistes. Il y a plutôt eu un mouvement d'oscillation du syndicalisme entre des périodes plus radicales et des périodes plus conservatrices. C'est en interprétant de cette façon l'histoire du mouvement syndical que je crois, pour ma part, que certaines forces sociales sont de nature à pousser le syndicalisme dans un sens moins radical, plus conservateur.

Ceci ne veut pas exactement dire non plus que ce soit une période de sclérose du syndicalisme, comme le disait M. Falardeau. J'hésite à qualifier de sclérosé un mouvement syndical conservateur. Le syndicalisme pourra remplir d'importantes fonctions, même s'il est moins radical.

La remarque que faisait M. Archambault sur les jeunes travailleurs me pose un problème. Celui-ci dit que les jeunes en général semblent manifester un désir de changements de structures sociales. S'il en est ainsi, la question reste entière : pourquoi ne réussit-on pas à les syndiquer ? Est-ce que le syndicalisme dans son organisation et sa politique n'est pas assez ouvert aux jeunes ? Est-ce que ceux qui dirigent actuellement le syndicalisme ne laissent pas de places aux jeunes ? Est-ce que la politique syndicale n'est pas assez radicale pour les jeunes, si l'hypothèse de M. Archambault est exacte ? Autant de questions qui restent présentement sans réponse satisfaisante. Pour ma part, je crois qu'il y a du côté syndical une faiblesse sur ce point. Le syndicalisme me paraît manquer d'énergie pour recruter les jeunes travailleurs, pour faire leur éducation syndicale ; et j'ajoute pour faire des recherches, des études sur la mentalité des jeunes

travailleurs. Par ailleurs, le crois que M. Archambault est peut-être un peu trop optimiste sur les énergies des jeunes travailleurs. Les observations très superficielles que j'ai pu faire me portent à croire les jeunes travailleurs ne manifestent pas autant d'ardeur à opérer des changements de structures que l'affirme M. Archambault. Je crois qu'ils manifestent, comme je le disais dans ma conférence, une mentalité trop optimiste au point de vue économique pour adopter à brève échéance une attitude fortement radicale.

Pour terminer ces remarques, je tiens à remercier mon collègue, M. Falardeau, d'avoir si bien complété ma communication en attirant l'attention sur le fait très important de la bureaucratisation du syndicalisme moderne.

Fin du texte